



CCIG

CENTRE
CATHOLIQUE
INTERNATIONAL
DE GENEVE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014

www.ccig-iccg.org

SOMMAIRE

EDITORIAL	2
Accompagner les réformes onusiennes	
SERVICE AUX ONG	3
Comprendre le fonctionnement des mécanismes juridiques	
FORMATION	5
Promouvoir un engagement sur les sujets d'intérêts partagés	
RÉFLEXION ET SENSIBILISATION	6
Améliorer les processus internes du Centre	
ADMINISTRATION	7

ABRÉVIATIONS

BIT	Bureau International du Travail
CDH	Conseil des Droits de l'Homme
CINGO	Organisation Non-Gouvernementale d'inspiration catholique / Catholic-inspired Non-Governmental Organization
EPU	Examen Périodique Universel
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HRC	Human Rights Council
ILO	International Labour Organisation
NGO	Non-Governmental Organization
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIT	Organisation International du Travail
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
AA	Universal Periodic Review

EDITORIAL

Chers amis du centre,

2015 est une année charnière pour les Nations Unies. Les objectifs du développement durable seront adoptés par les États en septembre à New York et les gouvernements essayeront de prendre des engagements suffisants pour répondre aux défis du changement climatique.

Ces objectifs du développement durable vont avoir un impact direct sur l'affectation de l'aide au développement, au travers les différentes agences de coopération internationale. Les enjeux sont donc considérables pour les pays bénéficiaires, qui souhaitent promouvoir des priorités nationales non-alignées sur la volonté internationale, en se fondant sur les Principes de la Déclaration de Paris (2005) portant sur l'efficacité de l'aide au développement.

Dans cette dynamique complexe, Genève a joué son rôle de locomotive, en particulier sur les questions environnementales et de prise en compte des droits humains. A l'instar de l'objectif prévisionnel 6 qui porte sur l'eau, les indicateurs parlent aujourd'hui d'universalité d'accès à une eau potable.

Durant cette année particulière, le centre catholique entend poursuivre sa mission. Ses efforts de coordination et de création de synergies entre ses organisations membres et d'autres organisations, en particulier dans le cadre de activités du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies ont porté des fruits. 2014 a vu la soumission de plus de 10 interventions écrites conjointes, sans compter les interventions orales et sans oublier la création de synergies entre organisations dans le cadre d'événements parallèles - à l'instar de la conférence «extractive industries: improving access to remedy» coordonnée par le CCIG qui a vu naître une coopération entre Action de Carême, ACT Alliance, AI-Haq Act, CAFOD, Caritas Genève, la CIDSE et Franciscaïns International. En résumé, 2014 a confirmé la stratégie adoptée par le CCIG en 2013.

Enfin, après trois ans à la tête du Centre, 2015 sera également l'occasion d'une passation de pouvoir vers un ou une nouveau/elle Président(e). Je profite donc de ces dernières lignes pour remercier toutes celles et ceux grâce à qui le CCIG a pu être revitalisé. Nous pouvons être fier du travail accompli. Je tiens en particulier à saluer l'engagement des membres du Comité, et en particulier celui de notre secrétaire générale - Maria D'Onofrio - pour son engagement sans faille au service de notre cause commune: l'étroite solidarité de l'Église avec l'ensemble de la famille humaine (Gaudium et Spes). Bon vent donc au CCIG!

Bien à vous,

Jean-Benoît Charrin, Président du Comité

SERVICE AUX ONG

PLATEFORME POUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU)

Cette plateforme, établie en décembre 2011, a continué et renforcé son travail envisageant de nouvelles formes de collaboration parmi les ONG membres et d'autres partenaires. Au cours de 2014, six (6) réunions de la Plateforme ont eu lieu pour faciliter le travail conjoint des ONGs dans le cadre des 18^e, 19^e, 20^e, 21^e et 22^e sessions de l'EPU. Dix (10) interventions écrites conjointes ont été soumises au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme grâce à la Plateforme du CCIG

«Je félicite le CCIG pour la qualité de son travail et notamment de l'implication et du professionnalisme de [son Secrétariat], qui fait un excellent travail. Ce travail demande beaucoup d'énergie et de contacts de suivi, qui est à mon avis, très bien assuré, non seulement pour nous (qui travaillons sporadiquement dans ces domaines au niveau de plaidoyer) mais également pour d'autres organisations catholiques ou assimilées.»

*Caritas Genève
Partenaire du CCIG*



et, souvent, des interventions orales conjointes prononcées pendant le point 6 du Conseil des Droits de l'Homme ont fait suite (http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457). De plus, une intervention orale conjointe visant à renforcer le suivi des recommandations des cycles précédents de l'EPU a été présentée sous le point 6 (débat général) de la 25^e session du Conseil des Droits de l'Homme. Ce dernier est le segment où les questions liées au fonctionnement de ce mécanisme onusien sont traitées. L'intervention^[1], cosignée par 13 organisations, demandait aux États de renforcer leur engagement dans le processus de suivi dans le cadre de l'EPU, à travers une appréciation systématique de l'état de mise en œuvre des recommandations formulées. De plus, le CCIG a facilité la participation des ONG membres de la Plateforme à des interventions conjointes présentées par d'autres ONG.

Grace au soutien du CCIG, les ONGs membres ont renforcé leurs stratégies pour recueillir les informations auprès de leurs propres membres, rédiger des rapports conjoints et mettre en place des activités de lobbying conjoints vis-à-vis des États Membres du CDH. Par exemple, à l'occasion des pre-sessions de UPR-info, ayant eu lieu à Genève du 6 au 9 octobre 2014, le CCIG a fourni de l'assistance technique à ces membres intervenant sur Madagascar, qui a été ensuite examiné lors de la 20^e session de l'EPU (27 Octobre – 7 Novembre 2014). Voir article^[2] dans le site web du CCIG.

Ensuite, le CCIG a organisé une demi-journée de formation le 12 novembre 2014, à laquelle les représentants de 6 ONG et une représentante de

l'Eglise locale ont participé. L'objectif de ce cours a été d'offrir aux participants les outils leur permettant d'optimiser leur participation dans le cadre de cet examen. C'est pourquoi, la formation a été consacrée à la méthodologie de rédaction des rapports EPU et des interventions orales ainsi qu'aux opportunités de plaider. En comparaison avec une session de formation similaire organisée en 2013, le nombre de participants a plus que doublé. En outre, la participation d'une représentante de l'Eglise Romaine de Genève est un résultat important dans le cadre de l'engagement du CCIG pour impliquer non seulement les ONG internationales, mais aussi les acteurs locaux, y compris les institutions de l'Eglise.

Dans le nouveau site du CCIG, une banque de données a été mise en place pour archiver tous les rapports et les interventions orales produites par les membres de la Plateforme. A fin de permettre l'accès facile et direct aux documents pertinents, la banque de données a été régulièrement mise à jour tout au long de l'année 2014 (veuillez consulter la page de la Plateforme EPU: http://www.ccig-iccg.org/?page_id=457).

Enfin, le CCIG a facilité la coordination entre plusieurs acteurs (organisations membres ainsi que d'autres partenaires) en préparation de l'Examen Périodique Universel de la République Démocratique du Congo. Des événements parallèles ont été organisés au cours de la 25e session du Conseil des Droits de l'Homme (mars 2014) et de la 19e session de l'Examen Périodique Universel (Avril - Mai 2014) sur les violations des droits de l'homme perpétrées par les compagnies extractives en RDC. Défenseurs des droits de l'homme au niveau local, représentants d'ONGs et des Etats ainsi que des experts des Nations Unies et de l'Union Européenne ont participé et contribué au succès de ces événements, organisés en collaboration avec les membres du CCIG et d'autres partenaires tels que European network for Central Africa (EurAc). Plus d'informations sur les événements mentionnés sont disponibles sur le site internet du CCIG aux liens suivants:
<http://www.ccig-iccg.org/?p=934>;
<http://www.ccig-iccg.org/?p=944>;
<http://www.ccig-iccg.org/?p=1033>;
<http://www.ccig-iccg.org/?p=1073>.

Ce que nous apporte le CCIG

L'aide du CCIG, que nous avons rejoint il y a 2 ans, a été très bénéfique sur plusieurs plans:

- prise de conscience de la possible portée d'un plaidoyer international,
- découverte des mécanismes de l'ONU, et notamment de l'EPU, accompagnement sur nos deux premières interventions dans le cadre de l'EPU (RDC et Madagascar), avec un rappel très utile des échéances et étapes,
- mise en relation avec d'autres ONG, avec lesquelles nous portons collectivement ce plaidoyer pour le Liban.

*Fondation Apprentis d'Auteuil
Membre du CCIG*

[1] Le texte de l'intervention est disponible sur le site internet du CCIG: <http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2014/03/25-Session-HRC-Joint-Oral-Statement-Item-6.pdf>

[2] « Children in street situation in Madagascar: CCIG supports its members during UPR-info pre-session » <http://www.ccig-iccg.org/?p=1244>

FORMATION

Le secrétariat du CCIG a offert une assistance continue aux activités des ONGs visant à former leurs propres membres.^[1] En particulier une journée de formation a eu lieu à Paris sur demande de la Fondation d'Apprentis d'Auteuil. Le but a été de présenter non seulement le fonctionnement du mécanisme mais aussi les enjeux stratégiques pour les ONGs souhaitant y participer.

«Lors d'une session collective réalisée auprès de l'équipe internationale et de l'équipe communication-plaidoyer de la Fondation Apprentis d'Auteuil: nous tous avons apprécié le dynamisme de la présentation, l'excellente connaissance de son sujet par l'intervenante, le côté concret de son exposé, avec une déclinaison immédiate et stratégique pour notre organisation. Chacun a pu mieux comprendre ce dont il s'agissait, et en conséquence s'investir davantage dans ce plaidoyer international»

*Fondation Apprentis d'Auteuil
Membre du CCIG*

«[CCIG Secretariat was] really helpful during the preparation of the Program (including content and logistic) and during the development and stay of our students and team in Geneva. Budi in 2011, and later Maria, understand our requirements and needs. CCIG people have always been really focused on results, faced the possible problems and found solutions to them.»

*UNESCO Etxea Basque Country
CCIG Partner since 2011*

De plus, en septembre 2014, le CCIG a organisé une session de formation d'une semaine sur les mécanismes onusiens pour la protection des droits de l'homme à la demande du centre UNESCO des Pays basques «UNESCO Etxea»: des représentantes d'ONG provenant des Pays basques impliquées dans les droits de l'homme, la protection de l'environnement et la migration ont participé à cette formation. Le but était d'apprendre à utiliser l'approche basée sur les droits humains dans les activités de coopération au développement entre les différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales des Pays basques et leur partenaires dans les pays en développement. Les participants ont étudié les différents mécanismes pour apprendre à bien identifier le mécanisme le plus approprié dans leur travail. Nous avons aussi facilité les rencontres entre les participants et les différents acteurs clés dans le domaine des droits de l'homme, notamment des fonctionnaires du Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU et les représentants des ONG internationales à Genève. Le centre «UNESCO Etxea» qui a été satisfait de notre collaboration, prévoit l'organisation d'une nouvelle session en 2015.

[1] Pour plus d'information, veuillez consulter:
http://www.ccig-iccg.org/?page_id=1238

RÉFLEXION ET SENSIBILISATION

«FROM INFORMAL EMPLOYMENT TO FORMAL WORKING CONDITIONS: THE IMPACT ON YOUTH » - CCIG BRIEFING

Depuis plusieurs années, le CCIG a montré un grand intérêt pour les activités menées par le Bureau International du Travail (BIT), en particulier dans le cadre de la Conférence Internationale du Travail.

Suite aux consultations de 2010, 2011 et 2012, le CCIG a organisé le 4 juin de cette année, en collaboration avec la Commission allemande Justice et Paix/Kolping International, la CIJOC, et Caritas Internationalis, et avec le soutien de Caritas Genève et WIEGO (Women in Informal Economy: Globalizing and Organizing)

«While it is difficult to measure exactly the relevance of some events for the achievement of certain advocacy goal, it is certain that events organized by CCIG have contributed to give visibility to the work of the Caritas Confederation and to strengthen the Caritas relationships with some UN bodies and especially some ILO departments working on decent work for migrants»

Caritas Internationalis
CCIG Member



une conférence portant sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. L'événement a offert aux participants un espace de concertation parallèle aux sessions de la Conférence Internationale du Travail qui avait lieu au même temps. A l'issue de l'événement, un rapport final (Executive summary)^[1] a été rédigé et diffusé. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'article publié sur le site web du CCIG (<http://www.ccig-iccg.org/?p=1130>) ainsi que le communiqué de presse de la Commission allemande Justice et Paix (http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2014/07/Press-Release_German-Commission-for-Justice-and-Peace.pdf) et l'article sur «Vie de l'Eglise à Genève» (http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2014/10/Vie_GE_OCTO2014.pdf).

CONFÉRENCE SUR «EXTRACTIVE INDUSTRIES: IMPROVING ACCESS TO REMEDY»

Dans le cadre de la 3e session du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, le CCIG a organisé cette conférence le 3 décembre 2014 en collaboration avec Franciscans International, Action de Carême, ACT Alliance, Al-Haq Act, CAFOD, Caritas Genève, et CIDSE. L'événement, modéré par Mme Ana Maria Suarez Franco (FIAN International) a réuni les représentants des communautés concernées en République Démocratique du Congo, Zimbabwe, Colombie, Palestine et Philippines afin de débattre sur les mesures d'application concrète des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Pour plus d'informations, veuillez consulter: <http://www.ccig-iccg.org/?p=1297>.

[1] Le rapport est disponible sur le site internet du CCIG: http://www.ccig-iccg.org/wp-content/uploads/2014/07/Executive-Summary_Briefing-on-Youth-in-Informal-Economy.pdf

ADMINISTRATION

STRUCTURATION DE NOS ACTIVITÉS

Durant l'année écoulée le comité a tenu 9 réunions au siège du CCIG. Une grande partie du travail a visé à garantir la cohérence de toutes les activités avec la Stratégie et le Plan d'action 2013-2017 ainsi que le développement d'une stratégie de recherche de fonds. Enfin, comme chaque année, et ce de manière ad hoc, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le secrétariat et les membres qui souhaitent recevoir une assistance ponctuelle dans le développement de leurs activités.



CIRCULATION D'INFORMATION

Le CCIG diffuse des informations portant sur les thèmes majeurs abordés dans le cadre international. Il utilise en particulier à cette fin la liste de courriels dont il dispose enrichie au fil des contacts établis. Outre le partage d'articles préalablement soumis par les membres de son réseau, le CCIG co-organise et participe à des rencontres et forum de discussions.

STRATÉGIES DE FINANCEMENT

En plus du soutien fidèle d'Action de Carême, le CCIG a, en 2014, consolidé les partenariats existant et entrepris des démarches pour identifier de nouvelles sources de financement, notamment grâce à l'appui d'une consultante pour la recherche de fonds.



ÉLÉMENTS CLEFS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FUNDRAISING:

- Le cours de formation pour les représentants des ONGs des Pays Basques a été mandaté au CCIG par «UNESCO Extea» qui a assuré les aspects financiers de ce projet.
- De même, fin 2014, nous avons obtenu une contribution pour la Plateforme EPU de la part de Trôcaire.
- Notre recherche de fonds en Suisse alémanique a abouti à des donations en faveur du CCIG de la part de la Mission Intérieure de Zoug.
- D'autres activités telles que les conférences portant sur le Travail Informel et sur les Industries Extractives ont été partiellement financées par les partenaires respectifs.

CCIG

CENTRE
CATHOLIQUE
INTERNATIONAL
DE GENEVE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014

Rue de Varembe 1 – Case postale 43 CH – 1211 Genève 20

Tel: 00 41 22 734 14 65 – Fax: 00 41 22 734 08 78 – E-Mail: secretariat@ccig-iccg.org

www.ccig-iccg.org